

Cantons et **organisations économiques** exigent un calendrier pour alléger les restrictions contre le Covid

Multiplication d'appels pour rouvrir

YVES GENIER

Déconfinement ▶ Depuis qu'Alain Berset, chef du Département fédéral de l'intérieur, a entrouvert la porte en fin de semaine dernière dans *La Liberté*, les appels au déconfinement se multiplient. Cantons et **organisations économiques** ont été nombreux à réclamer un calendrier clair dans divers médias dominicaux. Le Conseil fédéral doit de toute manière débattre de la suite à donner aux mesures de restrictions, en principe dès sa séance de mercredi prochain.

«Des perspectives»

L'offensive est d'abord menée dans deux hebdomadaires dominicaux allemands, la *Sonntagszeitung* et le *Sonntagsblick*, par plusieurs cantons, Fribourg, Zoug, Genève et le Valais en tête: «Il devrait être possible d'ouvrir les centres sportifs, les fitness et les piscines dès le 1^{er} mars», estime Mauro Poggia, chef du Département de la santé et de l'économie genevois. Un avis partagé par sa collègue fribourgeoise Anne-Claude Demierre, qui appelle à une ouverture graduelle des commerces, des musées et des installations sportives, puis «une ouverture pas à pas des restaurants». Leur collègue zougais Martin Pfister suggère aussi d'alléger les dispositifs qui restreignent les réunions de personnes: «Nous ne devons pas attendre trop longtemps avant de lever certaines restrictions», dit-il.

Les cantons constatent avant tout que le nombre d'infections n'est pas clairement reparti à la hausse malgré l'arrivée de variants plus contagieux, comme le britannique et le sud-africain. Et pourtant, ils sont la cause de 75% des nouveaux cas enregistrés à Genève et près de la moitié dans l'ensemble de la Suisse. Aussi, ce que réclament ces magistrats, qui siègent aussi au comité de la Conférence des directeurs cantonaux de la santé, c'est en premier lieu de «donner des perspectives à la popula-



Les volets clos des lieux publics pèsent toujours plus sur le moral de la population, et surtout des milieux économiques. KEYSTONE

tion», comme le dit Anne-Claude Demierre.

Barre très élevée

Sans surprise, ils sont rejoints par plusieurs organisations économiques. La plus déterminée est évidemment Gastrosuisse qui, par la voix de son président Casimir Platzer, veut «que l'on trouve enfin une stratégie de longue durée qui nous permette de vivre avec cette pandémie» sans qu'il soit nécessaire, selon lui, de maintenir les restaurants et autres lieux publics fermés et dépendants des aides publiques.

Selon le *Sonntagsblick*, son organisation a présenté un plan de déconfinement au Conseil fédéral. L'un des critères serait le



«Je soupçonne Alain Berset de souhaiter tout conserver fermé» Casimir Platzer

nombre de personnes hospitalisées suite à une infection. Si le nombre descend en dessous de mille sur une moyenne de deux semaines, de nouveaux assouplissements doivent être décidés, toujours selon ce journal. En suggérant cette limite, le président de Gastrosuisse fixe la barre très haut car le nombre d'hospitalisations s'élevait à 388 personnes lors de la première semaine de février, selon l'OFSP. Cependant, Casimir Platzer semble ne croire qu'à moitié à ses propres chances d'être entendu, car, comme il le déclare au quotidien, «je soupçonne Alain Berset de souhaiter tout conserver fermé».

Gastrosuisse est soutenue, mais avec prudence, par Eco-

nomiesuisse et l'Union patronale. Par communiqué diffusé hier, elles ont détaillé un programme de déconfinement en quatre étapes basé non pas sur un calendrier précis, mais sur la diminution des risques épidémiologiques auxquels la population est exposée. La première étape prévoit, comme les cantons, un assouplissement des règles dès début mars pour les activités extérieures et la réouverture des terrasses. Les magasins non essentiels devraient rouvrir, pour leur part, dès le 1^{er} mars.

Les étapes suivantes dépendront de la rapidité avec laquelle la vaccination sera possible. Lorsque les groupes à risque se-

ront protégés, les restaurants, les cinémas, les activités sportives devront être à nouveau possibles et les étudiants devront pouvoir suivre leurs cours dans les auditoriums et non plus à distance. Enfin, lorsque le vaccin sera largement disponible, foires et congrès devront à nouveau être autorisés. L'immunité collective (taux de protection de 60 à 80% de la population), enfin, devrait marquer la levée de toutes les restrictions. En revanche, les deux organisations plaident pour l'instauration d'un passeport vaccinal, le maintien du dépistage et la possibilité de le déployer «à large échelle» si une résurgence du virus se fait jour. I